

USAGERS NOMADES OU EN ERRANCE URBAINE ET DISPOSITIFS SPÉCIALISÉS DE PREMIÈRE LIGNE OU DE SOIN

Depuis l'année 2002, un certain nombre d'observations convergentes de la part des sites participant au dispositif TREND fait état de la visibilité accrue d'une population jeune, nomade ou en situation d'errance, aux conditions de vie plus ou moins précaires, inscrite souvent dans des polyconsommations et recourant ponctuellement à des dispositifs sanitaires ou sociaux d'urgence. Ce phénomène commence à être rapporté par les observateurs de l'espace urbain, il y a trois ans environ, dans un contexte global marqué en France par l'augmentation du nombre des jeunes (20-30 ans) en situation d'errance dont les populations qui nous intéressent dans cette étude ne constituent qu'un sous-groupe. Cette population possède la particularité de fréquenter, dans sa grande majorité, les deux espaces d'investigation du dispositif TREND à savoir l'espace urbain et l'espace festif et contribue à la porosité croissante des deux espaces que ce soit en termes d'usage de produits psychotropes et de modes d'usages.

DÉFINITIONS

Cette population, caractérisée par des dénominateurs communs, notamment la précarité de ses moyens d'existence, n'est homogène ni dans ses aspirations existentielles ni dans son rapport à l'usage de produits psychoactifs. A partir des observations issues du dispositif¹⁹, deux grands groupes sont susceptibles d'être distingués en son sein : les « nomades » et les « errants ».

Les « nomades » se caractériseraient en premier lieu par une marginalité assumée et parfois même choisie. Les jeunes appartenant à ce groupe revendiquent, dans leur grande majorité, leur appartenance à un univers contre-culturel, relevant le plus souvent d'univers musicaux bien précis (Techno, punk voire hippie) remettant en cause le mode de vie dominant. Cette contestation se réalise en général dans un cadre collectif voire communautaire et peut s'exprimer à travers la réalisation de projets culturels alternatifs (organisations de free parties, squats artistiques, artisanat). Les jeunes appartenant à cette population sont le plus souvent mobiles, migrant en fonction des événements festifs ou autres : « *Le nomadisme peut inclure des activités intermittentes [...], sa particularité tient dans le dépla-*

19. Les sites ayant participé à l'exploration de cette thématique sur les populations de jeunes en situation précaire sont Bordeaux, Paris, Lyon, Toulouse pour la métropole et la Martinique et la Guyane pour les départements d'outre-mer.

gement géographique comme but et comme mode de vie. Ainsi, le jeune pratiquant le nomadisme arrive d'ailleurs et a pour projet de repartir. Il se définit en transit. » (Toulouse)

Les « errants », en revanche, s'ils se signalent aussi par la précarité de leur existence et partagent un certain nombre de caractères objectifs avec les « nomades », vivent une marginalité subie où n'entre, en général, que très peu de considérations de type contre culturel ou autres. Dans ce cas, la mobilité des personnes est beaucoup plus réduite. Le plus souvent, les personnes appartenant à ce groupe tendent à s'enraciner sur un site précis et leur déambulation est « *principalement orientée par l'immédiateté d'un achat, d'une vente ou l'opportunité de consommer des substances psychoactives, ou par un rendez-vous dans un service social pour obtenir un secours, ou encore pour trouver un abri pour une nuit ou un point de chute où l'on pourra se poser quelques jours.* » (Toulouse) Les « errants », même s'ils peuvent appartenir à un groupe, sont en général plus atomisés que les nomades, les regroupements se réalisant plus sous le fouet des nécessités liées aux hasards de la survie qu'à une adhésion à une communauté animée par un projet de vie.

Ces deux sous-groupes constitutifs de la marginalité urbaine ne sont pas hermétiques aux influences réciproques. Ils peuvent se croiser lors d'évènements festifs par exemple ou au cours de leurs déambulations urbaines liés aux nécessités de trouver un hébergement ou des produits psychoactifs. Certains individus peuvent même passer d'un sous-groupe à l'autre en fonction des aléas de la vie.

SITUATION ET ÉVOLUTION DES SITES

Les sites ayant participé à cette investigation sont unanimes pour constater l'importance de cette population jeune et marginale depuis quelques années même si des décalages peuvent exister que ce soit dans le temps - apparition plus ou moins précoce de la population investigués sur un site donné - ; dans la composition de ladite population - part respective des deux sous-groupes identifiés plus haut voire quasi-inexistence de l'un d'entre eux (très peu de nomades en Guyane et Martinique par exemple).

Bordeaux : « *Depuis 2002, l'espace urbain a été la scène de nombreuses modifications. Nous avons pu constater que de nombreux jeunes issus de l'espace urbain, plutôt marginalisés, se retrouvaient plus fréquemment que l'année dernière au sein de l'espace festif. Ainsi, alors que les populations de ces deux espaces apparaissaient clairement distinctes jusqu'à présent une porosité plus importante existe aujourd'hui entre l'espace urbain et l'espace festif [...]* »

Toulouse : « *Depuis le début des années 90, des jeunes considérés en errance par les acteurs médicaux, sociaux ou répressifs, qualifiés ou se qualifiant de "zonards" sont "devenus visibles à Toulouse". Ils se déplacent, apparaissant et disparaissant par groupe ou par grappes de plusieurs individus plutôt mas-*

culins, même si des filles sont présentes. Quelque fois en couple ou isolés, leur apparence vestimentaire hérite des mouvements “punks” ou “hippies”. On peut les voir en transit entre un festival musical et le squat, la gare et le centre d'hébergement, accompagnés de leurs chiens, et les tés de paquetages plus ou moins envahissants. Ils restent parfois sur la ville plusieurs mois avant de se remettre en route. Toulouse sert également d'escale avant des déplacements vers des points de chute ruraux notamment en Ariège ou dans l'Aude mais également dans le Gers, les Hautes-Pyrénées, le Lot et de façon générale en Midi-Pyrénées. Située sur un axe nord-sud qui conduit en Espagne, puis vers le Maroc, Toulouse se situe aussi sur un point de passage entre l'Atlantique et la Méditerranée. Beaucoup de groupes convergent vers la ville rose qui devient une sorte de passage 'obligé' du sud de la France.»

Martinique : « L'errance a toujours existé partout en Martinique mais la forme d'errance que nous connaissons aujourd'hui est apparue il y a une quinzaine ou une vingtaine d'années. Devenue beaucoup plus visible avec l'apparition du crack dans les années 80, elle s'est développée de manière assez rapide dans le centre de Fort-de-France ».

Guyane : « [...] si on s'en tient à la définition proposé par TREND, il semble que les deux formes existent bel et bien mais avec des évolutions dans le temps et l'espace [...] :

- Nomadisme défini comme forme plus organisée où le déplacement est orienté par un projet social, culturel ou économique, le déplacement géographique y étant plus fréquent.

- Errance, vue plus essentiellement comme une déambulation urbaine consistant souvent en des situations d'immédiateté (achat, vente, consommation...) se déployant sur un même espace.

Usagers nomades en Guyane :

Il ont une histoire plus ancienne, sur le site, “routard”, le plus souvent métropolitains, héroïnomanes, venus tenter l'aventure en Guyane, en quête de “vie nouvelle”, de “nature”, en “transit”, souvent vers le Brésil et l'Amérique du sud. En fait, décrits dans les années 1980-90, depuis l'avènement du crack, ils tendent à disparaître ou plutôt à se transformer en “errants” de Cayenne ou d'ailleurs, une fois débarqués en Guyane, après être tombés dans les pièges du crack et des squats... ils se transforment, le plus souvent, et, de manière dramatiquement rapide, en 'errants'.

Les errants de Guyane :

Apparus sur le site, de manière progressive, parallèlement à l'avènement du crack, touchant les plus démunis de plein fouet, dans le contexte décrit ci-dessus. Il semble que la première population qui ait été décrite soit celle de la psychiatrie ou une part non négligeable de patients psychotiques déjà consommateurs de cannabis, soient devenus usagers de crack et se soient rapidement

marginalisés. Se sont ajoutés, au fil du temps, des usagers de crack, chômeurs, rmistes, sans emploi, rapidement devenus sans domicile fixe, précarisés en majeure partie par leur consommation excessive de crack. »

A partir de ces éléments, une première césure apparaît entre les sites de métropole, où la population de jeunes en situation marginale se partage entre « nomades » et « errants » et les sites d'outre-mer où ladite population est composée quasi exclusivement d'errants. Cette situation s'explique d'une part, semble-t-il, par la faiblesse en Martinique et en Guyane, par rapport à la métropole, des mouvements contre culturels du type techno, punk voire hippie. D'autre part, du fait du poids de l'usage du crack dans le spectre des consommations de substances psychoactives, lequel est un marqueur significatif d'un état de marginalité. En Guyane, plus spécifiquement, il existe un facteur géographique et économique puisque celle-ci est entourée de pays dont le niveau de vie est largement inférieur à celui y ayant cours, ce qui favorise une immigration clandestine dont une partie au moins vient grossir les rangs des populations dites « errantes ».

DESCRIPTION SOCIODÉMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ACTUELLE

La population des jeunes usagers marginaux est, d'après les observateurs, largement à dominante masculine, notamment chez les « errants ». Toutefois, dans cette catégorie, deux sites rapportent une nette féminisation des effectifs et ce depuis deux ans.

Bordeaux : « [...] les errants apparaissent plus jeunes, se situant davantage dans la tranche 14-25 ans. [...] La présence féminine au sein des deux groupes s'avère inégale c'est dans le groupe des errants que leur présence est la plus remarquable pour deux raisons majeures :

- elles semblent être plus nombreuses qu'auparavant ;
- elles apparaissent parmi les plus jeunes : 'Ce qui est important de noter, c'est que la majorité des mineurs rencontrés sont des filles.' »

Toulouse : « S'il convient de rester prudent s'agissant d'une quelconque évaluation d'une tendance générale quant aux populations en errance urbaine ou nomade, en revanche, la féminisation du public jeune en errance est un point qui semble faire l'objet d'un grand consensus parmi les intervenants, médicaux, sociaux et de la réduction des dommages. C'est le constat que fait un travailleur social qui accueille le public de moins de 25 ans sans résidence stable : la féminisation du public [...] c'est un constat assez fort. Il y a de plus en plus de filles et de plus en plus de filles jeunes, c'est-à-dire dans la tranche 18-20 ans. »

Il a été dit plus haut que le dénominateur commun entre les deux grands groupes qui composent la population des jeunes marginaux réside dans le caractère très précaire de leur existence. Cependant, il existe une différence importante s'agis-

sant de la manière dont est vécue cette marginalité. En effet, chez les jeunes relevant de la catégorie « nomades », celle-ci est revendiquée comme un mode de vie, tandis que pour les « errants » la marginalité s'inscrit dans un processus personnel qui aboutit le plus souvent à ce que le sociologue Robert Castel appelle la désaffiliation²⁰ et notamment chez les plus jeunes (moins de 25 ans), lesquels se retrouvent en marge du système social.

Lyon : « *Les usagers en errance urbaine sont visibles sur le site lyonnais. Nous pouvons les répartir en deux catégories selon l'âge : les jeunes et les adultes. Sans emploi, sans domicile fixe, sans droits sociaux, ces populations vivent avec très peu de ressources : parfois le RMI ou l'Allocation adulte handicapé pour les plus âgés, et souvent sans ressources pour les jeunes de moins de 25 ans. [...] Les lieux d'hébergement ponctuels sont variés : centre d'hébergement d'urgence, hôtel social, squat appartement thérapeutique.* »

Pour le site de **Bordeaux**, les jeunes situés dans la tranche d'âge 14-25 ans sont majoritaires dans la catégorie des « errants » : « *[...] les errants apparaissent plus jeunes, se situant davantage dans la tranche 14-25 ans. C'est effectivement dans ce dernier groupe que l'on trouve des tranches d'âge les plus jeunes : de jeunes mineurs (14 ans à 17 ans) ou encore de 'jeunes majeurs' (18-21 ans). Ces jeunes connaissent par ailleurs des conditions sociales de vie extrêmement précaires : [...] d'après une enquête réalisée en 2003, près de 1 sur 10 n'a aucune couverture sociale et plus de 20 % n'ont aucune ressource. Pour les répondants à l'enquête, la précarité semble concerner davantage les personnes de moins de 25 ans : les proportions d'usagers vivant dans un logement précaire, n'ayant aucune couverture sociale ou n'ayant aucune ressource sont significativement plus importantes chez les moins de 25 ans que chez ceux de 25 ans ou plus.* »

Le site de **Guyane** fait état d'un rajeunissement des populations relevant des « errants ». Alors que le profil traditionnel de l'« errant » était celui d'un homme âgé de 35 à 40 ans, « *on note depuis deux, trois ans, une tendance à un rajeunissement de cette population errante, parfois mineure, visible dans les rues [...]* ». En 2003, l'enquête sur les usagers fréquentant les structures dites de première ligne mettait en évidence une proportion non négligeable (20%) des moins de 25 ans parmi les usagers enquêtés.

Le constat est le même sur le site de **Martinique** : « *Apparaissent aussi de plus en plus, des jeunes hommes âgés entre 19 et 25 ans, en rupture familiale et qui basculent vers l'errance. Parmi eux des anciens pensionnaires de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), des personnes venant de familles en difficulté, des individus issus de quartiers difficiles [...]* Beaucoup d'entre eux sont en échec scolaire. »

20. Robert Castel, « Les métamorphoses de la question sociale », Folio, Gallimard, 1999

Chez les « nomades », la situation sociale apparaît beaucoup moins précaire que celle des errants. La vie en communauté, le caractère revendiqué du mode vie permet la mise en place de garde-fous qui empêchent le processus de désaffiliation. Beaucoup d'entre eux ont accès au RMI (revenu minimum d'insertion) et à une couverture sociale. Certains pratiquent des petites activités commerciales ou rentrent par intermittence sur le marché du travail précaire.

Toulouse : « [...] certains jeunes vivent en couple ou en communauté dans une recherche de mode vie alternatif. Se regroupent dans cet ensemble des jeunes de 18 à 35 ans, hommes et femmes, vivant en camion, dans des maisons de la périphérie urbaine ou en milieu rural, plus ponctuellement dans des appartements en ville ou dans des squats organisés. Ayant peu recours aux systèmes institutionnels, les interactions avec les dispositifs se limitent à l'indispensable : le médecin généraliste plus que le centre de soin spécialisé, et les services sociaux "quand on ne peut pas faire autrement". Souvent bénéficiaires de prestations compensatoires et d'une couverture sociale, ils essaient de mettre en place des ressources qui dépendent d'activités commerciales, de prestations artistiques, ou de travaux intermittents ou saisonniers. Les déplacements sont pour partie liés à ces activités économiques : participation ou organisation de manifestations festives ou culturelles, réponses à des besoins de main d'œuvre ponctuelle, agricole, touristique. »

Bordeaux : « Les nomades, comme nous l'avons vu, plus âgés, bénéficient plus largement d'aides comme le RMI et leur mobilité et relative autonomie les distinguent des errants en ce point qu'ils arrivent davantage à se mobiliser pour la recherche de ressources. Qu'il s'agisse pour certains du deal ou de travaux saisonniers pour lesquels ni le logement, ni la mobilité ne posent problème, leur possibilité à subvenir à leur besoin apparaît plus aisée. Et mis à part les démarches de transfert de dossiers, la majorité d'entre eux semble être munie d'une couverture sociale. »

Cependant la dichotomie nomades/errants, marginalité subie/marginalité revendiquée n'épuise pas la réalité sociale des jeunes usagers marginaux. Certains groupes de jeunes appartenant à la catégorie des « nomades » peuvent avoir des conditions de vie extrêmement proches de celles des errants et connaître un processus qui les mène à la désaffiliation, du nomadisme à l'errance.

Sur le site de [Paris](#), il semble que ce soit que les milieux « hardcore » ou « tech-nopunk » qui se rapprochent le plus de cette configuration : « L'observation réalisée en 2004 permet de constater par rapport à l'année dernière un accroissement net de la visibilité de personnes nomades ou en errance issus des milieux festifs (principalement techno ou punk), dans les structures sanitaires et sociales destinées aux toxicomanes. Néanmoins, les usagers qui fréquentent les structures de première ligne semblent être en général les plus précaires et les plus désocialisés d'entre eux. La plupart du temps, ils maintiennent des relations, occasionnelles ou régulières, avec des groupes rassemblés autour d'une culture alternative. Certains

d'entre eux s'en sont néanmoins complètement coupés, et ont un mode de vie proche de celui des usagers très précarisés fréquentant la scène du crack du Nord-Est de Paris. »

PRODUITS CONSOMMÉS ET MOTIFS DES USAGES

Avant d'aborder la consommation des produits particuliers, il semblerait d'après les observateurs que la dichotomie nomades/errants recouvre des pratiques différentes dans les modes d'usage.

Pour le site de **Bordeaux**, « *les produits consommés par les nomades et les errants ne le sont pas de la même manière. Les nomades sélectionnent leurs produits, ciblent leurs consommations et semblent avoir un discours plus argumenté sur les substances alors que les errants consomment davantage, à l'occasion ce qui passe. [...] Alors que la consommation des nomades apparaît donc variée et néanmoins relativement sélective, il en est tout autrement de celle des errants. Leurs conditions de vie et ce qu'elles impliquent ("maison en bandoulière", pas de couverture sociale), les revenus très aléatoires et peu prévisibles (issus en grande partie de la manche et du deal), induisent un accès aux substances tout aussi hasardeux. »*

Il apparaît donc que la maîtrise plus prononcée dont font preuve les populations dites « nomades » sur le cours de leur vie se traduit aussi par une gestion plus grande de leur consommation.

Cependant les influences réciproques en termes de consommation entre « errants » et « nomades » sont profondes. Il existe bien sûr un facteur générationnel lié à la fréquentation des mêmes événements festifs, parfois des mêmes lieux dans la ville. Ainsi les sites de Bordeaux et Toulouse rapportent un développement important de l'usage d'hallucinogènes naturels dans les populations « errantes » (*Salvia divinorum*, cactus, champignons, *Datura*).

Bordeaux : « *En 2004, dans la continuité de ce qui est décrit par ailleurs, les usagers errants, et ceci surtout pendant l'été, ont été des consommateurs friands de substances hallucinogènes d'origine naturelle. Déjà largement diffusées au sein des nomades d'acointance transe goa, leur consommation s'est propagée aux errants. Faciles d'accès (Internet pour les uns ou cueillette pour les autres) leurs propriétés euphorisantes et hallucinogènes (du 'visuel') agrémentent les soirées dans les squats, dans les teufs et même quelque fois dans la rue pour faire la manche. »*

Il en va de même pour un produit comme la kétamine, dont la consommation semblerait se développer dans les populations dites errantes à partir du milieu festif.

D'après le site de Bordeaux, si l'usage semble plus globalement maîtrisé dans les populations dites « nomades », il ne semble pas qu'il y ait de différences significatives dans le spectre des produits consommés. Des produits comme la buprè-

norphine haut dosage (Subutex®) ou le sulfate de morphine (Skénan®), attachés plus spécifiquement à des populations très marginalisées, semblent bien présents dans les populations attachées au nomadisme et inversement, on l'a vu pour les hallucinogènes naturels mais cela existe aussi pour l'ecstasy et la cocaïne, des produits associés au temps de la fête apparaissent dans les consommations des populations errantes et très marginalisées. Il semble donc que les interactions entre les deux milieux soient très fortes. Le site de Paris confirme l'usage de médicaments détournés comme le Skénan® et le Subutex® dans les milieux punk et voyageurs, milieux évoluant certes aux frontières de l'errance.

Le site de Toulouse insiste plus quant à lui sur les différenciations entre les deux groupes. Il semblerait tout de même que l'usage de Subutex® et de benzodiazépines soit plus prononcé parmi les « errants » et les jeunes les plus désaffiliés. En 2004, le même site met en avant une plus grande présence de l'héroïne dans les deux groupes (nomades et errants), phénomène qui serait lié à une désaffection pour le Subutex®.

ASSOCIATIONS DE PRODUITS

Les polyconsommations sont très répandues tant chez les populations errantes que nomades. Il semble qu'il y ait ici un phénomène générationnel, comme le souligne le site de Toulouse : « *La polyconsommation est la règle pour ces publics qui, plus que d'autres, sont dans des multiplications d'expérimentations opportunistes. L'analyse de la base des enquêtes auprès des structures de première ligne 2001, 2002, 2003 montre que les usagers de moins de 35 ans, sans résidence stable, consomment plus de produits distincts sur une même période de référence. [...] Les intervenants des structures de première ligne constatent que, contrairement à leurs aînés plus facilement monomaniaques, avec un produit préférentiel sur lequel se construisait ponctuellement des opportunités d'association, les jeunes qui arrivent maintenant déclarent d'emblée une polyconsommation* »

Cependant, dans les populations errantes les plus désaffiliées, le caractère anarchique de la polyconsommation est plus marqué sur le mode « *on trouve et on associe ce qu'on peut.* »

S'agissant des produits consommés, il semble que l'association alcool/cannabis soit la plus répandue tant chez les errants que chez les nomades. Plus on descend l'échelle de la marginalité plus on trouve des associations impliquant BHD et benzodiazépines et BHD alcool et cannabis (Toulouse)

MODES D'ADMINISTRATION

Deux sites, Toulouse et Bordeaux, font un constat identique sur le fait que dans les populations nomades et errantes, la pratique de l'injection prendrait de l'im-

portance avec l'âge des usagers et leur degré de marginalité. Plus, ceux-ci sont jeunes moins ils auraient tendance à avoir recours à ce mode d'administration.

Bordeaux : « *En ce qui concerne les errants, les données recueillies sur leurs modalités de consommation nous laissent penser qu'ils pratiquent moins l'injection, qui serait principalement le fait d'occasions'. Nous pensons que le jeune âge de certains n'est pas étranger à cette constatation, l'injection se pratiquant généralement par un public plus expérimenté.* »

Toulouse : « *Dans un mouvement général où s'observe une baisse de l'injection, différents acteurs du sanitaire, du social et de la réduction des risques pensent que les plus jeunes errants en voie de désaffiliation sont moins injecteurs que leurs prédécesseurs. Ainsi dans ces groupes de jeunes autour d'une vingtaine d'années, les modes principaux d'administration sont l'inhalation à chaud (fumer), à froid (sniffer) et l'ingestion (gober).* »

L'injection croîtrait avec l'âge et notamment chez les usagers les plus désaffiliés et consommateurs de buprénorphine haut dosage (Subutex®).

Globalement, il semblerait que l'injection garde une image négative tant chez les « errants » que chez les « nomades ».

Toulouse : « *Dans la plupart des groupes d'usagers en errance, l'injection garde une image négative, y compris chez les injecteurs. C'est particulièrement vrai parmi les usagers fréquentant l'espace techno où l'usage existe et peut être toléré par certains groupes, alors que pour d'autres, la shooteuse, identifiée au toxico qui stigmatise le mouvement, est objet de rejet important. Et plus encore parmi les jeunes usagers issus des quartiers défavorisés où les expériences dramatiques des générations précédentes, où toxicomanie et sida sont liés marquent les esprits des plus jeunes de façon plus forte.* »

PROBLÈMES SANITAIRES ET SOCIAUX LIÉS À LA CONSOMMATION

Il est difficile, en matière de problèmes de santé et sociaux rencontrés par les jeunes marginaux, de faire la part entre ce qui est engendré par l'effet des consommations elles-mêmes et ce qui relève des conséquences d'un mode vie donné.

Toulouse et Bordeaux insistent sur les problèmes d'ordre psychiatrique dans ces populations et les phénomènes de violence.

Toulouse : « *Les troubles psychiques au sens large sont mentionnés par les différents observateurs. Décompensations liées aux hallucinogènes ou aux mélanges trop importants de molécules, les sujets fragiles se retrouvent aux urgences et aboutissent parfois en service psychiatrique pour y effectuer un séjour.* »

Les problèmes de santé les plus mentionnés engendrés par les consommations sont liés à l'abus d'alcool et à l'entrée dans une dépendance aux opiacés, via la BHD, notamment dans le milieu des jeunes marginaux les plus désaffiliés.

Viennent ensuite les problèmes sanitaires engendrés par le mode vie

Bordeaux : « *Ce mode de vie très précaire donne souvent lieu à des pathologies liées à l'exclusion : gale et infections diverses liées au manque d'hygiène où tout symptôme peut prendre des dimensions plus préoccupantes [...]. Les types de pathologies fréquemment rencontrés ont été :*

- dermatologiques : abcès, dermatoses (la gale, mycoses),
- traumatologiques (sutures, fractures),
- plus diverses, des problèmes liés à des grossesses, à des violences conjugales. »

Il existe aussi des problèmes spécifiques pour les jeunes femmes confrontées aux conséquences de la promiscuité et des violences propres au monde l'errance (infections vaginales, grossesses non désirées, troubles des règles).

LES USAGERS NOMADES OU EN ERRANCE ET LES DISPOSITIFS SPÉCIALISÉS DE PREMIÈRE LIGNE OU DE SOIN

Les sites sont à peu près unanimes pour constater que les usagers nomades les plus intégrés à un projet contre culture entretiennent des liens très lâches avec les dispositifs de première ligne et notamment les « boutiques »²¹. En général, ils ne nourrissent avec ceux-ci qu'un rapport limité à l'obtention de kits ou de matériel d'injection.

Paris : « *Les usagers de drogues issus des milieux festifs se montrent généralement réticents à fréquenter les lieux destinés aux personnes précaires, et a fortiori le dispositif spécialisé pour toxicomanes, exception faite des programmes d'échange de seringues et de matériel de réduction des risques liés à l'usage de drogues.* »

Bordeaux : « *Les usagers nomades fréquentent les 'boutiques' par intermittence : leur venue conditionnée par le rythme de leurs séjours, se fait massive en certaines périodes (l'été principalement) où ils peuvent arriver en nombre. Ils semblent habitués à fonctionner avec ces institutions et avoir une bonne connaissance de ce qu'ils peuvent y trouver, ce qui se traduit par des demandes souvent très ciblées de leur part : 'Les usagers nomades, quand ils débarquent ici, viennent pour le strict minimum, les prestations de base : ils sont de passages, ils prennent le nécessaire pour l'injection et pour se soigner... »*

Un des facteurs qui expliqueraient ce rapport distant avec les structures de la part des populations dites « nomades » consisteraient dans le refus d'être assimilé à la figure de l'usager à problèmes.

21. Les boutiques sont des lieux d'accueil pour usagers de drogues en situation de grande précarité. Celles-ci permettent l'accès à des installations sanitaires, des machines à laver, du matériel de prévention (préservatifs, seringues)

Paris : « Des entretiens avec de jeunes teuffers permettent d'envisager, au moins partiellement, les motifs de faible fréquentation des structures d'accueil par les usagers de drogues issus des milieux festifs. L'une des premières raisons mises en évidence aurait trait à une volonté de se distinguer des usagers de drogues très précarisés et marginalisés comme ceux fréquentant le XVIII^e arrondissement de Paris. Le discours de l'un des interlocuteurs s'efforçait d'établir un lien étroit entre sa conduite addictive et un mode de vie "anarchique" refusant le "conformisme de la société", exprimant le refus d'être assimilé à des personnes dont la toxicomanie apparaît comme seulement destructrice et 'sans aucun sens'. »

En revanche, il semble qu'il existe parmi la population dite « nomade », une frange qui fréquente les boutiques de « bas seuil ». Celle-ci tendrait à devenir plus visible par les professionnels de ce type de structures. Il s'agit d'une population en voie de marginalisation, dont les conditions de vie sont très proches de celles de la population dite errante. C'est le cas notamment à Paris :

« L'observation réalisée en 2004 permet de constater par rapport à l'année dernière un accroissement net de la visibilité de personnes nomades ou en errance, issues des milieux festifs (principalement techno ou punk), dans les structures sanitaires et sociales destinées aux toxicomanes. Néanmoins, les usagers qui fréquentent les structures de première ligne semblent être en général les plus précaires et les plus désocialisés d'entre eux. La plupart du temps, ils maintiennent des relations, occasionnelles ou régulières, avec des groupes rassemblés autour d'une culture alternative. Certains d'entre eux s'en sont néanmoins complètement coupés, et ont un mode de vie proche de celui des usagers très précarisés fréquentant la scène du crack du nord-est de Paris »

On peut retrouver également des individus en rupture avec leur groupe d'origine : la fréquentation d'un dispositif de type « boutique » devenant le marqueur d'un processus de désaffiliation exprimant le passage d'une catégorie à l'autre. Ce processus est rapporté par le site de Paris :

« Le groupe d'usagers issus des milieux festifs tend progressivement à gagner en visibilité au sein des structures de première ligne, ce qui incite à s'interroger sur les facteurs qui expliqueraient qu'une partie de ces usagers fréquente le dispositif d'aide et de prise en charge. Un facteur apparaît assez clairement, celui du basculement de certaines des personnes en question dans un mode de vie très précaire, une polyconsommation incontrôlée et un isolement radical par rapport aux groupes de pairs dont elles faisaient partie. Les personnes se retrouvant dans une telle situation n'auraient alors pas d'autres alternatives que celles de rechercher de l'aide matérielle ou un soutien moral dans les structures spécialisées, notamment celles de première ligne. Nous retrouvons ici, en tant que l'une des clés pour comprendre pourquoi certains jeunes nomades ne fréquentent pas les structures alors d'autres le font, une question explorée dans

le rapport TREND Paris en 2003, à savoir la question du passage d'un usage de drogue dans un cadre récréatif à un usage dans un contexte urbain et précaire. On pourrait dire de ce point de vue que le fait pour un nomade de fréquenter une structure de réduction des risques (en dehors des PES) constitue l'un des indicateurs du franchissement d'un seuil déterminant par un usager impliqué dans un processus de passage du milieu festif au milieu urbain. »

La relation des populations « errantes » avec les dispositifs de première ligne est un peu la même que celle des populations nomades. Il s'agit d'un rapport plutôt pragmatique et utilitaire, les usagers se bornant à un recours ponctuel aux différents services prodigués sans s'inscrire, pour la plupart, dans une démarche à plus long terme de prise en charge sanitaire ou de réinsertion sociale.

Bordeaux : « [...] *Pour ceux venant d'arriver dans la région, la connaissance de ces dispositifs est moindre, d'autant plus qu'ils ne semblent pas enclins à fréquenter des structures de soins pour toxicomanes (même s'il s'agit de structures de première ligne) [...] »*

Lyon : « *La rencontre avec ce public n'est pas toujours aisée, certains revendiquent leur 'liberté' ou leur 'choix de vie', ces jeunes formulent peu de demandes. »*

Toulouse : « *Une des façons de percevoir ces représentations négatives à l'égard des dispositifs sociaux, consiste à remarquer que de nombreux jeunes ne demandent rien ou expriment seulement des besoins précis et utilitaires comme 'un duvet... ; des couvertures... ; de l'orientation... ; un lieu pour se poser avec les chiens... ; du Subutex®... ; de la nourriture...' privant les professionnels de toute demande d'accompagnement ou d'aide à des changements plus en profondeur. »*

Par ailleurs chez les jeunes en errance, beaucoup ne se vivent pas comme des toxicomanes et tiennent à se démarquer de la figure classique de l'usager en grande précarité pour lequel les dispositifs de première ligne ont été mis en place :

Toulouse : « *Les structures de réduction des risques pour usager de drogues sont connues, mais leur accès nécessite une identification au personnage de "l'usager de drogue". Ainsi, des personnes, consommant régulièrement des substances psychoactives illicites ou détournées ne se reconnaissent pas dans l'image que leur renvoie le système spécialisé. Les prestations proposées peuvent être un prétexte pour "aller y faire un tour". Demander un hébergement ou un service peut être une clé pour franchir la porte de structures pour lesquelles on ne sent pas fait. Car un lieu spécialisé appelle à nommer implicitement ou explicitement une partie de soi, qui ne peut pas être encore reconnue ou assumée. »*

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES DISPOSITIFS

Les dispositifs de première ligne et de soins rencontrent un certain nombre de difficultés face à l'arrivée des populations nomades et errantes qu'elles n'avaient pas l'habitude de prendre en charge. Parmi, les difficultés les plus rapportées, l'inadaptation des « boutiques » face à des groupes de jeunes accompagnés fréquemment de chiens est la plus soulignée.

Bordeaux : « Une des constatations des intervenants des boutiques concerne le fonctionnement de ces groupes, qui se distingue de celui des usagers plus 'traditionnels'. En effet, la gestion d'une dizaine de personnes avec chiens et sacs ayant l'habitude de fonctionner ensemble s'avère une opération quelque fois délicate. »

Paris : « Une autre raison mise en avant par les usagers issus des milieux festifs pour expliquer leur non-fréquentation des structures d'accueil, est liée à leur(s) chien(s), dont la présence est souvent mal venue dans les structures de réduction des risques parisiennes, étant donnée la dimension généralement réduite des locaux, et l'absence de cour extérieure où les chiens pourraient stationner. Cela semble moins souvent le cas dans les structures se trouvant en province, qui sont généralement plus spacieuses et disposent fréquemment de lieux appropriés pour recevoir les animaux de compagnie. »

Toulouse : « Depuis plusieurs années, la fréquentation d'un public plus jeune, nomade ou en errance urbaine posait des problèmes récurrents avec le voisinage d'une des structures de première ligne à Toulouse. Notamment du fait de la présence de chiens, qui ne pouvant rentrer avec leurs maîtres, restaient dehors et occasionnaient des troubles dans la rue. »

Le deuxième type de difficulté rencontrée par les structures de première ligne réside dans le caractère de plus en plus hétérogène des publics qui les fréquentent. La cohabitation entre les jeunes « errants » et/ou « nomades » et les usagers plus classiques ne va pas sans poser des problèmes.

Toulouse : « Plusieurs structures évoquent la difficulté à 'mixer' les publics de jeunes en désaffiliation avec ceux plus âgés désaffiliés. Notamment dans les centres d'hébergement, la cohabitation n'est pas toujours facile entre jeunes en errance et SDF 'résidents notoires'. Ainsi certains jeunes refusent d'aller ou de rester très longtemps dans les centres : 'je me suis retrouvé à côté d'un clodo qui pue, qui picole... je ne suis pas comme ça...' , explique un jeune homme. Difficulté à supporter l'image de ce double outrancier, figure de ce que l'on pourrait devenir ? Quoi qu'il en soit, ces remarques et les comportements qui les accompagnent sont fréquents parmi les jeunes sans résidence stable. [...] Pour les anciens usagers de drogues héroïnomanes sous substitution, accepter les modifications du cadre d'accueil [...] qui visent à favoriser l'accueil des jeunes en errance est difficile. C'est à la fois une perte d'identité pour le lieu et pour eux-mêmes. Les discours qu'ils tiennent sur les jeunes en errance sont

difficiles. C'est à la fois une perte d'identité pour le lieu et pour eux-mêmes. Les discours qu'ils tiennent sur les jeunes en errance qui leur "prennent" en partie la place sont très dévalorisants. Ils puent... ils sont crados... c'est des clochards... c'est parce qu'ils prennent deux ecstas par semaine que ce sont des toxicos [...] »

Cette conflictualité entre les différents groupes d'usagers aggrave aussi les difficultés des structures de première ligne à toucher le public des jeunes en errance. Ces jeunes préfèrent en effet limiter leurs contacts afin d'éviter la cohabitation avec des populations avec lesquelles des relations conflictuelles existent déjà au niveau de la rue.

Paris : « [...] pour obtenir les ressources nécessaires à l'acquisition des produits, ce jeune public serait davantage porté vers la pratique de la mendicité que vers des activités délinquantes, telles que le vol ou le braquage. Ces usagers, plutôt jeunes (et le plus souvent Français) aurait tendance à davantage susciter la générosité des passants que les usagers, plus désinsérés, plus âgés, (et le plus souvent étrangers). Cette situation aurait semble-t-il pour conséquence de créer des tensions vives entre ces deux groupes d'usagers et, dans des situations engageant des rapports de force, les jeunes usagers se retrouveraient en position de faiblesse face aux autres usagers. Ils seraient alors souvent victimes d'escroqueries et de violence de la part de ces derniers. Ainsi, lors de l'acquisition de cachets (surtout de Skénan®, mais aussi de Subutex®) dans le quartier de Château-Rouge ou des Halles, les jeunes teuffers seraient amenés à payer le prix fort, jusqu'à 4 euros le cachet de Subutex® contre un prix moyen de 1,50 euros, et 30 euros la boîte de Skénan® contre un prix moyen de 15-20 euros (informations confirmées par des revendeurs, ces derniers affirmant aussi que le rapport de force s'inverse en leur défaveur lorsque des teuffers viennent en nombre important et accompagnés de chiens). La récurrence de relations conflictuelles n'inciterait alors pas les teuffers à côtoyer les groupes d'usagers de drogues dans les structures d'accueil, ce qui le les empêchent pas de s'approvisionner en matériel d'injection dans des PES, où ils ne font souvent que passer. Pour bénéficier du dispositif d'aide aux personnes précaires, les teuffers semblent préférer se rendre dans des lieux moins fréquentés par les autres groupes d'usagers de drogues, comme cela avait déjà été noté en 2003. »

Le troisième grand type de difficultés auxquelles sont confrontés les professionnels investis dans les dispositifs de première ligne tient à la quasi-impossibilité d'envisager un travail dans la durée. En effet, le mode de vie des populations « nomades » et dans une moindre mesure « errantes », fait de déplacements fréquents d'une ville à l'autre rend problématique une prise en charge un tant soit peu suivie permettant l'accès aux soins et aux traitements de substitution.

Bordeaux : « Pour les usagers nomades, une captation, par ses dispositifs de soins, sporadique qui pourrait laisser penser que la demande de soins est

mineure. Bien qu'elle ne semble pas revêtir les mêmes enjeux et problèmes que ceux des usagers errants, il n'en reste pas moins que l'accès aux soins en toxicomanie et particulièrement dans la prise en charge du point de vue de la substitution semble un peu plus compliquée. Leurs activités, professions liées à la musique électronique et aux manifestations ne leur permettent pas d'intégrer un cadre de soins dans une ville unique et les relais apparaissent relativement compliqués. »

Toulouse : « [...] la mobilité de ces publics jeunes et en errance limite parfois les possibilités d'engagement de travail par les discontinuités que créent leurs départs. Dans ce contexte, ce n'est pas évident de pouvoir se projeter dans le temps pour envisager du projet. »

Mais c'est autour des jeunes errants âgés de moins de 25 ans que les problèmes rencontrés apparaissent les plus importants. D'une part, il s'agit d'une population rétive aux contacts avec les professionnels. En général, les jeunes usagers marginaux n'entretiennent que des rapports ponctuels avec les dispositifs de première ligne et les structures de soins. Ces structures sont utilisées pour répondre à des besoins momentanés ou urgents, dans une logique à très court terme mais non dans un objectif à long terme manifestant une intention de rentrer dans un processus de soins ou de réinsertion sociale.

Toulouse : « 'De toute façon, déclare un médecin généraliste, ils [les jeunes en errance (NDR)] refusent d'aller dans les dispositifs. Il me semble qu'il y en a très peu qui y vont... Pour aller dans ces dispositifs, il faut avoir une demande soit de santé parce qu'on a repéré un problème, soit social parce qu'on veut quelque chose, mais ils ne sont pas du tout là-dedans. L'image que donne le social, ça ne donne pas envie, à 17 ou 18 ans d'y entrer.' »

D'autre part, le système social en vigueur ne permettant pas de les intégrer du fait des limites d'âge, ceux-ci se retrouvent en situation d'exclusion totale que ce soit par rapport au logement, aux revenus, à la couverture santé. Les démarches volontaires en vue d'une réinscription dans un dispositif de soins ou de réinsertion sociale sont le plus souvent le fait de jeunes âgées de plus de 25 ans d'une part parce que cet âge leur permet de pouvoir prétendre à certains prestations et d'autre part parce qu'une lassitude à l'égard du mode de vie menée commence à pointer.

Toulouse : « [...] la représentation des dispositifs spécialisés n'est pas forcément négative, et les recours sont progressivement possibles, au fur et à mesure que leur 'carrière' avance et que les désirs de changement se font plus précis. Un médecin du réseau ville-hôpital remarque 'qu'ils y viennent à un moment. Ça fait partie des trucs à explorer, mais plus tard, quand ils veulent s'arrêter, trouver un appartement... faire des papiers... quand ils ont 25 ans et qu'ils ont droit à la CMU... ou à l'aide sociale ou le centre de soins... [...] »

CONCLUSION

Depuis quelques années, les personnes impliquées dans les dispositifs de première ligne et de soins font état du développement quantitatif d'une population plutôt jeune en situation de grande précarité sociale et évoluant aux frontières des espaces urbains et festifs. Cette population, d'après les observateurs, est loin d'être homogène et relève essentiellement de deux univers très différents. Le premier est celui de la marginalité « traditionnelle » et « subie », expression de processus de désaffiliation (famille, travail, droits sociaux) qui mènent les individus à des situations de détresse sanitaire et sociale profonde. Le second est le produit de l'émergence au milieu des années 90 à une échelle de masse du courant musical « techno » qui a engendré dans son sillage, outre les manifestations plus conventionnelles qui s'expriment dans le cadre des discothèques et des boîtes de nuit, tout un courant rassemblant des jeunes en rupture de ban, contestant le mode de vie dominant. Ces deux populations, si elles présentent des différences, se retrouvent aujourd'hui dans les centres des grandes villes où elles deviennent au fil des ans de plus en plus visibles. La prégnance des consommations de produits psychoactifs de même que l'importance des polyconsommations distingue ces populations, lesquelles tendent de plus en plus à fréquenter les structures dites de première ligne et de soins posant aux professionnels qui animent ces dispositifs des problèmes inédits. À l'origine en effet, les structures de première ligne étaient destinées à un public relativement restreint composé de personnes en situation de grande marginalité consécutive à des dépendances engendrées par l'injection d'opiacés et d'héroïne en particulier. Aujourd'hui ces structures sont confrontées à des populations plus nombreuses, plus jeunes, caractérisées par des consommations plus diversifiées et plus difficiles à toucher et à fidéliser. Cette situation pose le problème de l'adaptation des structures à ce nouveau public que ce soit en termes de moyens matériels pour y faire face mais aussi de réflexions en matière de prévention des pratiques à risques et de réinscription des personnes concernées dans un processus de réaffiliation sanitaire et sociale.